

## Finance islamique

# Le Maroc, futur hub régional

• Elle pourra peser 10 à 20% dans le système bancaire à l'horizon 2020

• Les banques dans les starting-blocks

LA finance islamique est promise à un bel avenir au Maroc. Elle pourrait peser 10 à 20% dans le système bancaire national dans les 7 prochaines années. Pour Mohamed Damak, économiste et spécialiste de la finance islamique chez Standard and Poor's, «le Maroc pourrait ainsi devenir un acteur important pour canaliser les investissements en provenance des pays du Golfe». Pour ce faire, «une stratégie à long terme doit être clairement définie et communiquée à toutes les parties prenantes». En effet, les entreprises locales commencent à peine à se familiariser avec ce marché particulier. «La finance participative pourrait justement apporter de nouvelles solutions de financement aux entreprises et même à l'Etat», indique un banquier de la place. Le Trésor avait même envisagé à

un moment d'émettre des sukus (obligations islamiques) pour financer ses besoins. Même s'il s'est finalement retourné vers un financement plus classique en eurobonds, il

Même si l'industrie tarde encore à se mettre en place, les banques ont déjà anticipé l'émergence de ce nouveau marché. Si Attijariwafa bank a été la première à créer

à la finance participative. BCP n'est pas en reste. La Banque Populaire est également sur les starting-blocks pour se lancer dans cette industrie. Elle a conclu un partenariat avec Guidance Financial Group, filiale du fonds souverain Qatar's Barwa, pour profiter de son expertise dans les services de la finance islamique, particulièrement dans les produits immobiliers et le financement des biens de consommation. Même constat pour les autres établissements bancaires qui devraient axer la distribution des produits alternatifs davantage via les réseaux d'agences déjà existantes que des bureaux spécialisés. En attendant, l'heure est à la communication et à la formation afin de sensibiliser les clients potentiels aux nouvelles sources de financement. Si ces établissements s'activent pour la mise en place de cette industrie, c'est que la demande est bien là. Selon différentes études, plus de 90% des Marocains veulent avoir accès aux produits de la finance alternative. □

A. Lo

### Fort potentiel pour le Maroc dans la région

Pays	Total actifs bancaires islamiques (Milliards de dollars)	Banque islamique	Entreprises Takaful	Fonds islamique
Algérie	N.C	2	1	0
Egypte	11,6	4	5	12
Libye	N.C	0	1	0
Maroc	0	0	0	2
Tunisie	0,6	3	2	3
Total Afrique du Nord	12,2	9	9	17
Monde	985,1	363	216	636
Part Afrique du Nord dans le monde (en %)	1,20	2,50	4,20	2,70

N.C: Non communiqué

**Compte tenu de ses ambitions de devenir un hub financier pour l'Afrique, le Maroc ne peut pas rater l'occasion d'introduire l'industrie de la finance islamique. Il est même pressenti d'en devenir un des principaux acteurs de la région** (Source: S&P)

envisage toujours d'émettre des obligations islamiques lors d'une de ses prochaines sorties à l'international. L'adoption imminente -car validée à l'unanimité à la deuxième Chambre du Parlement- de la nouvelle loi bancaire qui introduit un long chapitre sur la finance participative va probablement l'aider. «Cette loi va, en effet, changer beaucoup de choses», souligne S&P.

sa filiale spécialisée dans la finance participative (Dar Assafaa), les autres banques ne vont pas tarder à lui emboîter le pas. BMCE Bank a même annoncé qu'elle n'attendait que l'adoption de la loi pour annoncer un partenariat capitalistique avec un établissement d'envergure du Moyen-Orient spécialisé dans cette industrie. Il s'agira probablement d'une filiale dédiée